



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°589 – 20 juin 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

UEMOA : la Banque mondiale révisé à la baisse, à 6,1%, sa prévision de croissance pour 2025

Dans son rapport [Global Economic Prospects](#) publié début juin, la Banque mondiale a révisé sa prévision de croissance du PIB réel de l'UEMOA pour l'année 2025 à 6,1 %, soit une baisse de 0,5 point de pourcentage (p.p.) par rapport à la prévision publiée en janvier 2025. Cette baisse s'explique notamment par la révision à la baisse des prévisions de croissance pour la moitié des pays de l'UEMOA, à savoir le Sénégal (-1,8 p.p.), le Niger (-1,4 p.p.), la Côte d'Ivoire (-0,6 p.p.) et le Togo (-0,4 p.p.). La baisse a été toutefois modérée par les révisions haussières du Mali (+0,8 p.p.), du Bénin (+0,8 p.p.), du Burkina Faso (+0,4 p.p.) et du Mali (+0,1 p.p.). A noter que la prévision de croissance de l'UEMOA de la Banque mondiale est inférieure à celles publiées en avril par le [FMI](#) et en juin par la [BCEAO](#), qui prévoient respectivement 6,3 % et 6,4 % pour l'année 2025.

Publication du rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA

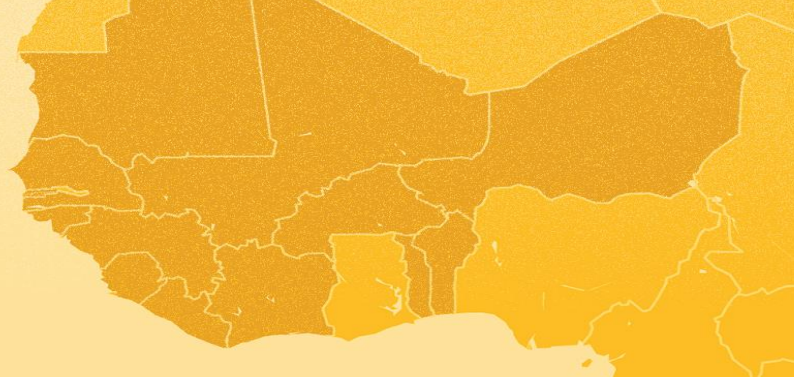
Dans son [rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA](#), publié le 13 juin 2025, la BCEAO signale une progression de l'activité économique de 7,1 % en glissement annuel (g.a) au 1^{er} trimestre 2025, accompagné d'un repli du taux d'inflation à 2,3 % en g.a, contre 2,9 % au trimestre précédent. Sur le plan budgétaire, le

Le chiffre à retenir

7,1 %

La progression en g.a de l'activité économique au sein de l'UEMOA au 1^{er} trimestre 2025

déficit global s'est réduit à 4,2 % du PIB au 1^{er} trimestre 2025, contre 5,1 % un an plus tôt. Les besoins de financement ont été couverts par des émissions sur les marchés régionaux et internationaux, avec une part majoritaire de titres de court terme pour le marché régional. La dette publique de l'Union est estimée à 59 % du PIB à fin mars 2025. En lien avec une amélioration de la liquidité bancaire Les conditions monétaires se sont assouplies : les taux d'intérêt interbancaires et débiteurs moyens se sont établis respectivement à 6 % et 6,8 % au 1^{er} trimestre 2025, en recul de 10 et 17 points de base (pdb) par rapport au trimestre précédent. A l'inverse, les taux d'intérêt et rendements moyens sur les titres publics ont augmenté par rapport au trimestre précédent, en particulier sur les bons (+93 pdb à 7,41 %) reflétant une hausse des primes de risque, dans un contexte d'incertitudes sécuritaires. La masse monétaire a progressé de 12,7 % en g.a, soutenue par la hausse des créances intérieures (+7,8 % en g.a) et des avoirs extérieurs nets (+311% en g.a). Enfin, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire à 1 176,2 Mds FCFA (1,8 Md EUR) au



1^{er} trimestre 2025, contre 8 Mds FCFA (12,2 M EUR) un an plus tôt.

Bénin

Approbation de la 6^{ème} revue MEDC/FEC et de la 3^{ème} revue FRD

Le 18 juin 2025, le [Conseil d'administration du FMI](#) a approuvé la 6^{ème} revue au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la Facilité élargie de crédit (FEC), ainsi que la 3^{ème} revue au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant le décaissement d'un montant total de 65,8 M DTS (environ 90 M USD). Les performances au titre du programme ont été jugées solides, avec notamment l'atteinte de tous les objectifs quantitatifs fixés pour décembre 2024 et la réalisation des réformes structurelles prévues. La croissance a atteint 7,5 % en 2024, son plus haut niveau sur plus de 30 ans. Le déficit de la balance courante s'est creusé temporairement, sous l'effet d'importations de services liées à la zone industrielle de Glo-Djigbé. Les autorités poursuivent l'ajustement budgétaire, avec un déficit revenu à 3 % du PIB en 2024, conforme au critère de convergence de l'UEMOA. Le Bénin a également adopté de nouvelles réglementations dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et du bâtiment, en lien avec son agenda climatique.

Organisation de la 6^{ème} édition des missions économiques de la francophonie

Du 17 au 19 juin 2025, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) [a organisé](#) sa 6^{ème} mission économique de la francophonie à Cotonou, soit la première en Afrique de l'Ouest. L'objectif de ces missions est de permettre aux entreprises francophones, qui [représente](#) 16 % du PIB mondial, 20 % du commerce mondial de marchandises et 14 % des réserves mondiales de ressources minières

et énergétiques, de mieux appréhender les marchés locaux. Plus d'une centaine d'entreprises, majoritairement béninoises et issues de secteurs variés, ont participé à cette édition à travers des rencontres B2B et des panels thématiques. L'événement visait également à faciliter les échanges et le partage de savoir-faire entre acteurs économiques parlant le français, aujourd'hui classée comme la troisième langue des affaires dans le monde.

Burkina Faso

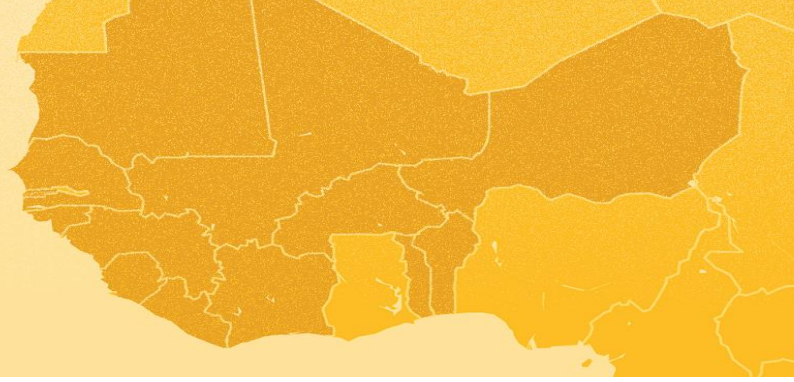
Signature d'un accord de 188 M EUR de la BID pour renforcer les infrastructures routières

Le 17 juin 2025, le Burkina Faso a [signé](#) avec la Banque islamique de développement (BID) un accord de financement de 124,4 Mds FCFA (187,8 M EUR) en faveur du Projet de réhabilitation des infrastructures de soutien à l'économie (PRISE), visant à désenclaver 6 régions, notamment par le renforcement des infrastructures routières et le soutien à la relance économique. Le projet comprend la réhabilitation de 188 km de routes sur cinq axes prioritaires (Koudougou-Yako, Garango-Tenkodogo, Nioryida-Guiba-Manga, Ouoloropéni-Gaoua, Boussé-Nanoro-Kordié), la création de 5 brigades routières, l'achat de véhicule poids lourds, ainsi qu'un appui institutionnel. Sa mise en œuvre est prévue sur une période de 4 ans à compter du premier décaissement.

Côte d'Ivoire

250 M USD pour la construction d'un terminal minéralier au port d'Abidjan

Le 16 juin 2025, le Groupement professionnel des miniers de Côte d'Ivoire [a annoncé](#) la signature d'un accord de partenariat entre la société minière ivoirienne Lagune Exploration



Afrique et la société d'ingénierie portuaire chinoise China Harbour Engineering Company Ltd (CHEC) pour la construction d'un terminal minéralier au port d'Abidjan. Pour un coût total estimé à 250 M USD, le terminal devrait servir de point d'embarquement et de déchargement pour les navires hors gabarits et vise à faciliter le transport et l'expédition de manganèse, bauxite, nickel et cobalt.

Resolute Mining découvre un gisement aurifère d'une capacité estimée de 100 tonnes d'or

Le 16 juin 2025, la société minière anglo-australienne Resolute Mining a annoncé avoir [découvert](#) un gisement d'or important à Doropo. La société estime que le projet aurifère pourrait atteindre une capacité de production de 100 tonnes d'or et envisage de débiter la construction de la mine au 1^{er} trimestre 2026 sur une deux ans, pour un investissement total de 300 Mds FCFA (457,3 M EUR). Pour rappel, le projet Doropo comprend sept permis d'exploration qui couvrent une superficie de 1 850 km² au nord-est du pays. La production reconnue comme exploitable économiquement avait été estimée en moyenne à 4,7 tonnes d'or par an sur dix ans lors de sa [cession](#) à Resolute Mining par la société minière britannique AngloGold Ashanti le 1^{er} mai 2025 pour un montant total d'environ 175 M EUR.

Libéria

Les services du FMI concluent leur mission au titre de l'Article IV et de la 2^e revue FEC

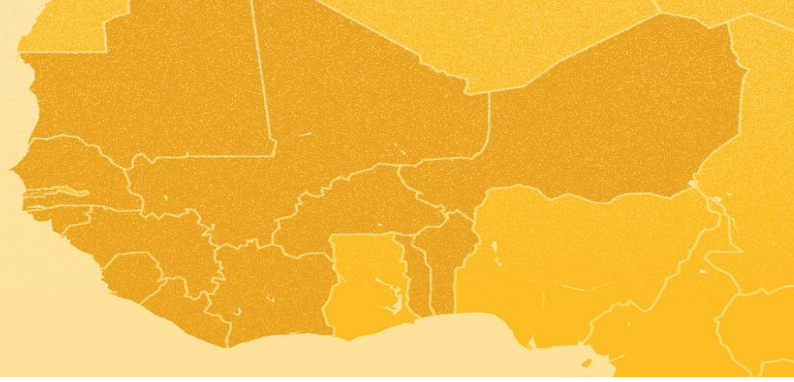
Une mission du FMI [s'est rendue](#) à Monrovia du 4 au 17 juin 2025 dans le cadre des consultations pour l'Article IV et de la 2^e revue du programme soutenu par la Facilité de crédit élargie (FEC). Selon les services du FMI, en 2024, l'activité économique a été modérée par le

ralentissement du secteur minier et l'ajustement budgétaire. Le solde budgétaire primaire est passé d'un déficit de 4,2 % du PIB en 2023 à un excédent de 1,3 % en 2024, sous l'effet de moindres dépenses et d'un redressement des recettes fiscales. L'inflation a atteint 13,1 % en février 2025, avant de reculer à 11,7 % en mai. En outre, la balance courante s'est améliorée. À moyen terme, la croissance serait soutenue par un rebond des secteurs minier, agricole, manufacturier et des services, malgré un environnement extérieur moins favorable et la suspension des aides au développement. Les discussions ont porté sur les réformes structurelles à mener pour répondre aux besoins de développement, réduire les risques climatiques et favoriser la croissance du secteur privé et la diversification économique. Un accord a été trouvé sur l'essentiel des politiques macroéconomiques, tandis que les échanges se poursuivent sur les quelques points restants afin d'aboutir à un accord au niveau des services dans les prochaines semaines.

Mali

Mise sous administration provisoire de la mine d'or de Loulo-Gounkoto

Le 16 juin 2025, un tribunal de Bamako [a placé](#) sous administration provisoire, pour une durée de six mois, le complexe aurifère Loulo-Gounkoto, géré par la société canadienne Barrick Mining. La gestion du site, l'un des plus importants du Mali, sera confiée à Soumana Makadji, ancien ministre de la Santé. Cette décision intervient dans un contexte de tensions entre l'État malien et l'entreprise, autour de questions fiscales et de gouvernance. Barrick, qui a vu ses activités suspendues depuis janvier 2025 et trois tonnes d'or saisies, aurait annoncé faire appel. En 2024, Loulo-Gounkoto représentait 14 % de la production mondiale du groupe Barrick. Celle-ci a chuté de 30 % en g.a



au 1^{er} trimestre 2025, d'après la [publication](#) des résultats du groupe pour cette période.

Les services du FMI concluent leur mission au titre de l'Article IV

Le FMI [a effectué](#) une mission à Bamako du 9 au 13 juin 2025 dans le cadre des consultations pour l'Article IV. L'économie malienne reste exposée à des difficultés liées à l'insécurité, aux aléas climatiques, à la crise énergétique et à des contraintes de financement extérieur. La croissance du PIB réel est estimée par la mission à 4,7 % en 2024, stable par rapport à 2023, mais supérieur aux projections d'avril 2025 (4,4 %). Elle est attendue à 5 % en 2025, puis à 5,4 % en 2026, sous réserve de la reprise de l'intégralité des activités minières. Le déficit budgétaire a baissé à 2,6 % du PIB en 2024, grâce à une bonne mobilisation des recettes, aux paiements exceptionnels effectués les miniers et les sociétés de télécommunication, ainsi qu'une maîtrise des dépenses dans un contexte de financements limités. Le déficit budgétaire devrait atteindre à 3,4 % en 2025, en partie sous l'effet des dépenses visant à atténuer l'impact des inondations. Le FMI souligne la nécessité d'augmenter les recettes publiques, de renforcer la gestion des finances publiques et de poursuivre les réformes structurelles et dans les entreprises publiques, en particulier du secteur de l'électricité.

Niger

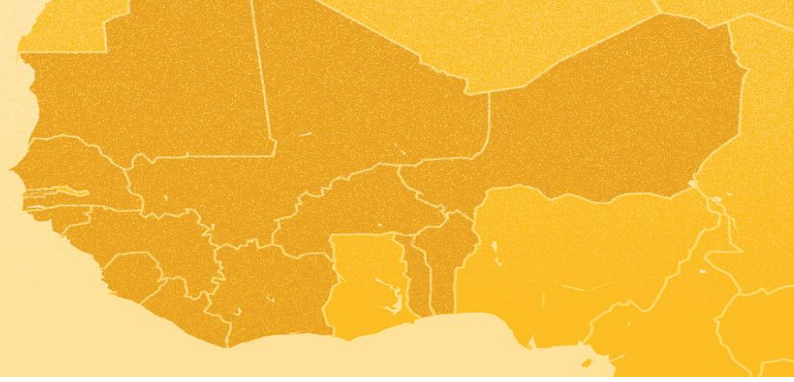
Publication du nouveau rapport sur la situation économique du pays par la Banque mondiale

Le 12 juin 2025, la Banque mondiale a [publié](#) sa nouvelle "Note sur la situation économique du Niger", qui analyse les tendances économiques et de pauvreté du pays et propose des perspectives sur trois ans, un chapitre spécial se concentre également sur l'analyse du système agroalimentaire au Niger. Le rapport indique

une amélioration de la croissance à 8,4 % en 2024, contre 2 % en 2023, liée notamment au démarrage des exportations pétrolières à grande échelle et à une bonne campagne agricole aidée par des conditions climatiques favorables. La Banque Mondiale note toutefois que la baisse des recettes fiscales, la réduction des dépenses d'investissement, ainsi que l'accumulation rapide des arriérés de la dette ont mené au reclassement de la note de viabilité de la dette publique du Niger de modérée à élevée. En conclusion, le rapport note une croissance à moyen terme supérieure à 6 %, mais qui reste concentrée sur des secteurs exposés à des aléas, tout en relevant des perspectives favorables sur la réduction de l'extrême pauvreté et une possible baisse de l'inflation.

Global Atomic poursuit sa recherche de financements

Le 17 juin 2025, la compagnie minière canadienne Global Atomic [a annoncé](#) la levée d'un financement pouvant atteindre 30 M CAD (environ 19 M EUR) à travers la cession d'un maximum de 37,5 M actions, destiné à financer les travaux préliminaires de son projet d'uranium Dasa au Niger. Parallèlement, la société explore d'autres solutions afin de boucler le financement du projet. Elle a annoncé être en discussion pour une coentreprise avec un partenaire (dont l'identité n'a pas été précisé), qui pourrait acquérir une participation minoritaire dans le projet Dasa et qui s'inscrira dans une stratégie plus large de mobilisation de financements pour la construction de la mine. La société négocierait également un prêt auprès de la banque de développement américaine DFC, censé couvrir environ 60 % des besoins en financement du projet. La part restante pourrait être apportée par le futur partenaire, sous forme de fonds propres. Le projet Dasa, détenu à 80 % par Global Atomic et à 20 % par l'État du Niger, prévoit une production de 68,1 M de livres d'uranium sur 23 ans, avec un démarrage



annoncé pour 2026, mais, à ce stade, la question du financement du projet reste un obstacle majeur.

Sénégal

100 M USD de la Banque mondiale en appui à la mobilité urbaine

Le 17 juin 2025, la Banque mondiale via l'Association internationale de développement (IDA) [a approuvé](#) un financement concessionnel de 100 MUSD pour soutenir le projet de mobilité urbaine durable de Dakar. Ce projet vise à (i) mettre en place un système intégré reliant le réseau du *Bus rapid transit* (BRT) et le *Train express régional* (TER); (ii) structurer et professionnaliser les opérateurs de transport informels; (iii) améliorer la gestion du trafic, tout en préconisant une approche durable (normes de résilience climatique, solutions fondées sur la nature, réduction des émissions) dans son déploiement. En parallèle, il se penchera sur le lancement d'études préliminaires pour une deuxième ligne de BRT et pour améliorer la mobilité dans d'autres villes secondaires. Plus de 3,8 M d'usagers devraient être concernés par ces initiatives.

L'Etat lance un nouvel appel public à l'épargne de 457 M EUR sur le marché régional

Le 19 juin 2025, l'Etat du Sénégal [a lancé](#) une nouvelle opération d'emprunt obligataire par appel public à l'épargne (APE) de 300 Mds FCFA (457,3 MEUR), destiné à financer les secteurs prioritaires tels que les infrastructures, l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, l'énergie, l'agriculture et le numérique. L'opération, ouverte sur la période du 19 au 30 juin 2025, est arrangée par CGF Bourse et la Société générale et s'adresse au marché régional. La valeur nominale de l'obligation est fixée à 10 000 FCFA (15,2 EUR) et l'émission est structurée en 4 tranches, avec des taux d'intérêts compris entre

6,4 % et 6,95 % selon la maturité. Cet emprunt intervient dans un contexte économique difficile marqué à la fois par un besoin de financement et un gel des programmes de certains bailleurs. Elle fait suite à une première opération du genre en mars 2025, qui avait permis à l'Etat de mobiliser plus de 405 Mds FCFA (617,4 M EUR).

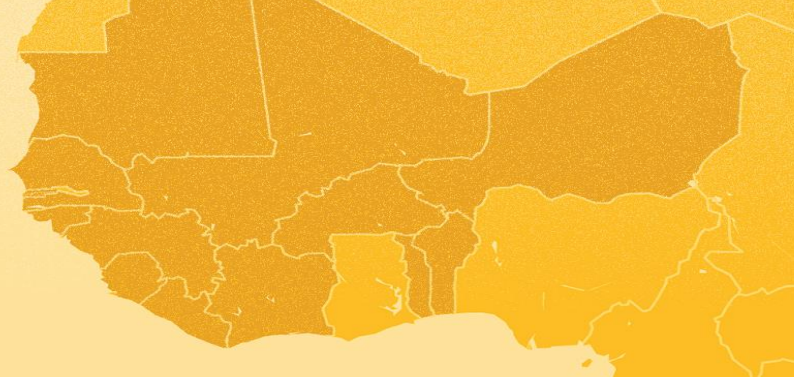
Le Fonds norvégien Norfund lance ses activités au Sénégal

Le Fonds Norvégien Norfund [a officiellement lancé ses activités](#) au Sénégal le 17 juin 2025. Présent dans 30 pays et doté d'une enveloppe globale de 4 Mds USD, ce fonds est dédié aux pays en développement avec pour objectif de renforcer le secteur privé, pour la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des populations. Au Sénégal, il devrait permettre notamment d'améliorer l'accès au financement des entreprises, en particulier les PME, dans un contexte marqué par des taux d'intérêt élevés. Deux types de financement sont prévus : (i) des prêts à long terme, jusqu'à 12 ou 15 ans ; (ii) des investissements en capital, via des prises de participation dans des projets majeurs de l'Etat. Norfund interviendra dans plusieurs secteurs clés, dont les énergies renouvelables, la gestion de l'eau et des déchets, l'agrobusiness, l'industrie manufacturière et les services financiers.

Sierra Leone

Deux rapports de la Banque Mondiale pour une croissance durable

Le 16 juin 2025, la Banque mondiale a [publié](#) deux rapports sur la Sierra Leone : "le Mémoire économique national" (CEM) et le "Rapport national sur le climat et le développement" (CCDR). Ces analyses dressent un diagnostic des défis économiques et climatiques du pays, proposant des pistes pour une croissance plus durable et résiliente. Le



CEM, qui analyse le paysage économique du pays, souligne la persistance de la pauvreté, une croissance inférieure à la moyenne régionale et des obstacles structurels tels que l'instabilité macroéconomique, une dette publique élevée, une faible gouvernance et un secteur privé peu développé. Il recommande des réformes en matière de gestion budgétaire, de soutien au secteur privé et d'investissement dans le capital humain. Le CCDR met en lumière les vulnérabilités croissantes liées au changement climatique, en particulier dans l'agriculture et les infrastructures, dans un contexte où la Sierra Léone se classe parmi les 15 économies les plus touchées par le changement climatique. Il estime que, sans action, les pertes économiques pourraient atteindre jusqu'à 10 % du PIB d'ici 2050. Le rapport propose des axes d'adaptation, incluant l'énergie verte, l'agriculture intelligente face au climat et le renforcement des filets sociaux et infrastructures sociales.

modernisation de l'agriculture au Togo (ProMAT) 2025-2034, porté par l'Etat togolais à travers l'Agence de transformation agricole (ATA).

Togo

300 M USD de la Banque mondiale pour le secteur agricole

Le 11 juin 2025, la Banque mondiale [a approuvé](#) un financement de 300 M USD en faveur du Programme de transformation durable de l'agriculture au Togo. Déployé sur une période de 10 ans, le programme vise à moderniser le secteur agricole en soutenant la transition d'une agriculture de subsistance vers une production orientée vers le marché. Il prévoit notamment de renforcer les capacités des institutions agricoles, de faciliter l'accès des petits producteurs à la mécanisation, aux services financiers et aux innovations technologiques adaptées au changement climatique. Plus de 340 000 agriculteurs devraient en bénéficier, dont de nombreuses femmes et jeunes, avec la création de 72 500 emplois. Par ailleurs, ce programme appuie également la 1^{ère} phase du Programme de



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (1/2)

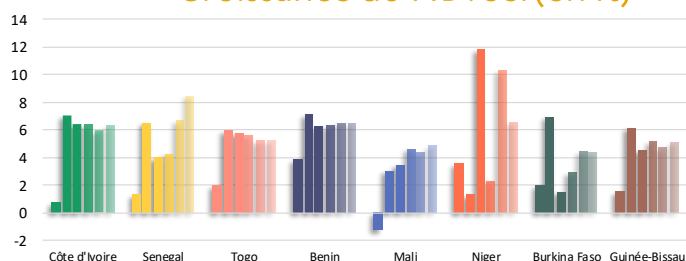
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	6,5 %	6,5 %	6,2 %	1 507	1 532	1 610	1,2 %	2,2 %	2,0 %	15,2 %	15,8 %	16,2 %
Burkina Faso	4,5 %	4,3 %	4,5 %	1 005	1 107	1 181	4,2 %	3,0 %	2,5 %	21,0 %	19,8 %	20,0 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,3 %	6,4 %	2 723	2 872	3 047	3,5 %	3,0 %	2,2 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,7 %	5,1 %	5,0 %	1 104	1 126	1 190	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,6 %	15,4 %	15,7 %
Mali	4,4 %	4,9 %	5,1 %	946	936	971	3,2 %	3,0 %	2,0 %	22,1 %	23,1 %	22,0 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	751	800	9,1 %	4,7 %	3,2 %	9,2 %	10,4 %	11,1 %
Sénégal	6,7 %	8,4 %	4,1 %	1 763	1 811	1 867	0,8 %	2,0 %	2,0 %	19,3 %	21,7 %	22,3 %
Togo	5,3 %	5,3 %	5,5 %	1 052	1 053	1 104	3,3 %	2,3 %	2,0 %	18,8 %	18,6 %	19,1 %
Cap Vert	6,0 %	5,0 %	4,9 %	5 329	5 421	5 762	1,0 %	1,5 %	2,0 %	24,1 %	27,7 %	27,0 %
Gambie	5,8 %	5,9 %	5,0 %	939	988	1 017	11,6 %	9,3 %	6,7 %	20,5 %	22,6 %	22,8 %
Guinée	6,1 %	7,1 %	10,6 %	1 671	1 904	2 176	8,1 %	3,5 %	3,0 %	13,9 %	14,5 %	14,9 %
Liberia	4,8 %	5,3 %	5,5 %	866	908	942	8,2 %	8,2 %	7,4 %	19,2 %	18,9 %	19,9 %
Mauritanie	4,6 %	4,4 %	3,7 %	2 362	2 478	2 523	2,3 %	3,5 %	4,0 %	24,0 %	24,3 %	25,1 %
Sierra Leone	3,7 %	4,7 %	4,9 %	853	916	934	28,4 %	12,9 %	10,4 %	13,0 %	13,5 %	13,4 %
Afrique Subsaharienne	4,0 %	3,8 %	4,2 %	1540	1550	1600	18,3 %	13,3 %	12,9 %	18,7 %	19,0 %	19,1 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	37,3 %	38,3 %	37,9 %	-6,4 %	-6,1 %	-5,3 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	54,0 %	52,5 %	51,2 %
Burkina Faso	18,6 %	17,1 %	17,5 %	-6,4 %	-2,1 %	-2,0 %	-5,7 %	-4,3 %	-3,6 %	52,7 %	50,2 %	49,8 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,3 %	30,1 %	-4,2 %	-3,6 %	-2,1 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	58,1 %	56,4 %
Guinée-Bissau	17,8 %	18,3 %	19,3 %	-8,7 %	-5,5 %	-4,6 %	-7,3 %	-3,1 %	-3,1 %	82,3 %	79,4 %	76,7 %
Mali	17,3 %	18,2 %	16,6 %	-6,1 %	-5,1 %	-1,6 %	-2,6 %	-3,1 %	-3,0 %	51,8 %	51,7 %	50,5 %
Niger	20,0 %	21,1 %	20,4 %	-5,5 %	-3,8 %	-4,7 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	43,4 %	42,2 %
Sénégal	37,6 %	28,8 %	26,3 %	-12,1 %	-8,2 %	-6,2 %	-11,7 %	-7,3 %	-5,0 %	113,7 %	111,4 %	110,6 %
Togo	27,8 %	25,8 %	26,8 %	-2,9 %	-3,1 %	-3,0 %	-4,9 %	-3,0 %	-3,0 %	70,6 %	69,5 %	67,7 %
Cap Vert	21,7 %	23,4 %	22,4 %	-0,3 %	-2,2 %	-2,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,9 %	113,7 %	109,6 %	103,9 %
Gambie	23,0 %	22,9 %	23,3 %	-5,6 %	-4,9 %	-3,2 %	-3,9 %	-1,4 %	-0,4 %	72,9 %	67,5 %	63,1 %
Guinée	14,7 %	14,7 %	14,7 %	-19,1 %	-16,0 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,8 %	-2,7 %	47,8 %	39,6 %	35,1 %
Liberia	n.d	n.d	n.d	-21,1 %	-18,2 %	-16,9 %	-2,7 %	-3,5 %	-2,2 %	56,5 %	56,5 %	55,6 %
Mauritanie	30,9 %	29,1 %	28,0 %	-5,8 %	-5,1 %	-4,8 %	-0,1 %	-1,3 %	-1,1 %	44,9 %	45,7 %	47,0 %
Sierra Leone	20,5 %	20,2 %	20,1 %	-5,5 %	-4,8 %	-4,4 %	-4,6 %	-4,2 %	-2,0 %	43,0 %	44,3 %	44,6 %
Afrique Subsaharienne	22,2 %	22,4 %	23,2 %	-1,7 %	-2,5 %	-2,2 %	-4,2 %	-4,2 %	-3,9 %	61,1 %	61,5 %	60,4 %

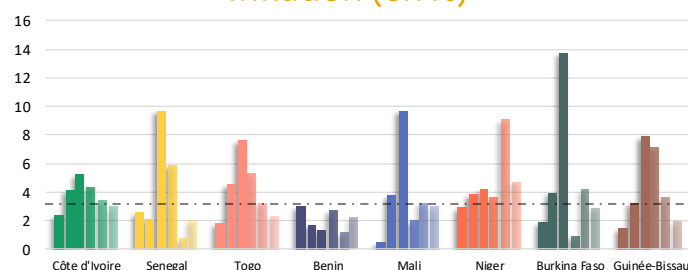


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Avril 2025 (2/2)

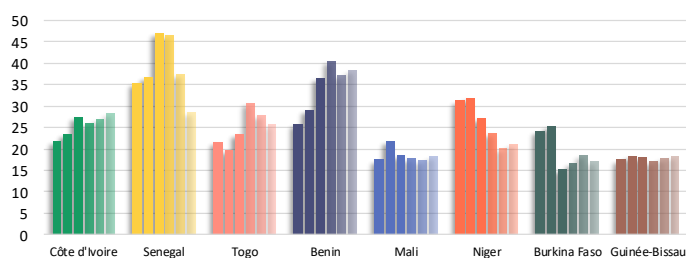
Croissance du PIB réel (en %)



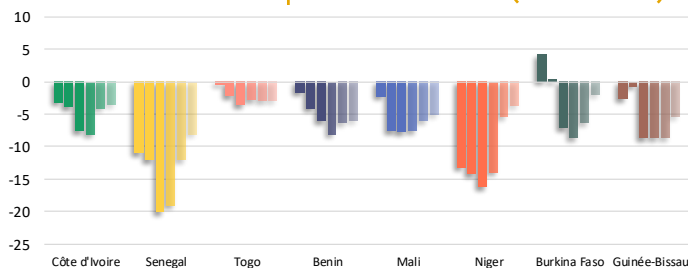
Inflation (en %)



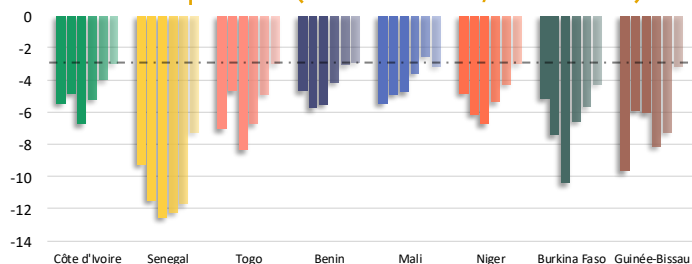
Investissements publics (% du PIB)



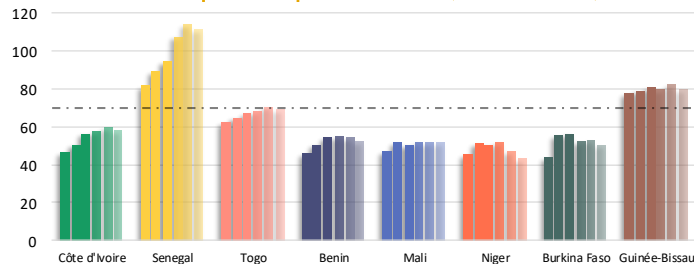
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

Source: World Economic Outlook – Avril 2025 – FMI

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)